

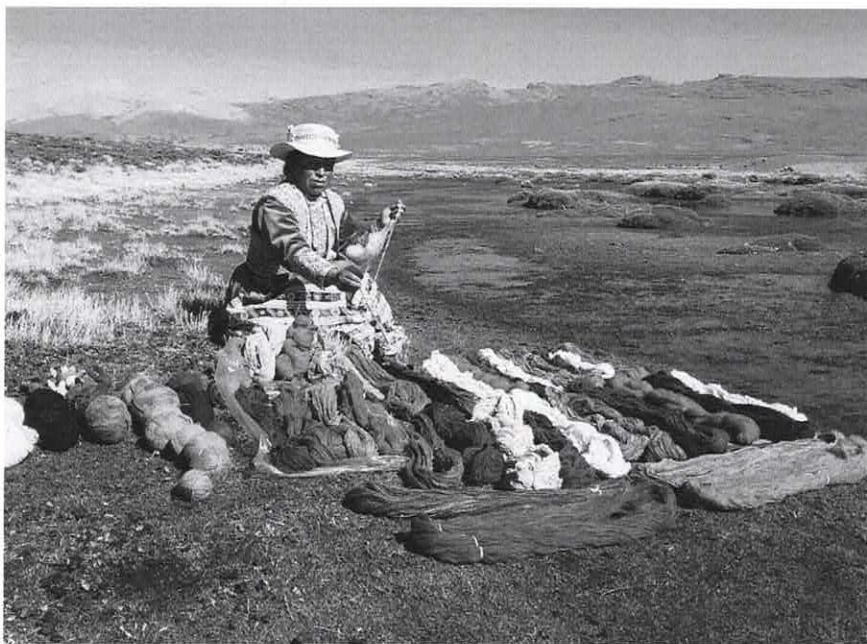
Marginalisées, les femmes autochtones des montagnes péruviennes fournissent aux citadins un accès durable à l'eau. Un projet soutenu depuis Genève renforce leur autonomie près d'Arequipa

Les «semeuses d'eau» s'organisent

CHRISTOPHE KOESSLER

Pérou ▶ Elles jouent un rôle essentiel dans la gestion de l'eau, mais ne bénéficient d'aucune reconnaissance ou presque. Les femmes autochtones pauvres des régions andines du Pérou, éleveuses d'alpacas (camélidé proche du Lama), s'occupent de collecter les eaux de pluie et d'entretenir les bassins versants. Entre 4400 et 5000 mètres au-dessus du niveau de la mer! Leur travail, qui vise en premier à abreuver les bêtes, permet aussi de recharger les aquifères qui alimentent les rivières arrivant jusque dans les villes», détaille Delmy Poma Bonifaz, directrice de l'organisation péruvienne Descosur.

De passage à Genève, la biologiste a expliqué au *Courrier* que son association est la seule à leur apporter un soutien spécifique au sein la Réserve nationale de Salinas et Aguada Blanca, proche d'Arequipa, la deuxième ville du pays. Au total, 30 000 personnes sont aidées dans la région par le projet Mujeres del agua (Les femmes de l'eau), soutenu par l'ONG genevoise emp/ACT grâce au financement de la Fédération genevoise de coopération.



Les femmes autochtones entretiennent les bassins versants pour abreuver les alpacas. Leur travail alimente aussi les villes en eau. DESCOSUR

événements et ateliers ont été organisés en ville. Les femmes des montagnes ont fait le déplacement et «se sont rendues visibles», explique Delmy Bonifaz.

«La plupart des habitants d'Arequipa ignoraient qu'il existait une réserve naturelle d'où vient l'eau et que celle-ci leur parvient grâce au travail de femmes autochtones.» Descosur est également intervenu dans les écoles et a réussi, grâce à l'accueil enthousiaste des institutions éducatives locales, à inclure durablement ces thématiques dans les programmes scolaires d'Arequipa et de sa région: «Ce sont des apprentissages contextualisés sur les écosystèmes de montagne, les peuples autochtones, la question du genre et leurs liens directs avec l'eau et l'électricité en ville.» Un véritable «laboratoire d'apprentissage régional».

Tout ce travail pionnier devrait au final avoir valeur d'exemple pour l'ensemble du pays, espère Descosur. «Nous aimerions pouvoir toucher l'ensemble des femmes des hautes montagnes andines du Pérou à partir de notre expérience. Il s'agit d'obtenir des politiques publiques qui répondent aux nécessités des populations de ces régions, en rapport avec les services écosystémiques qu'elles fournissent», conclut Delmy Bonifaz.

L'élection à la présidence du pays en 2021 du modeste instituteur Pedro Castillo, d'origine paysanne, avait suscité l'espoir chez les populations marginalisées. «Pour elles, cela signifiait être enfin représentées à la tête du pays.» Mais, sans expérience et entaché d'accusations de corruption, le nouveau président a été rapidement destitué en décembre 2022 par une élite de droite, qui a réprimé dans le sang les manifestations: «Le Pérou est malheureusement à la porte d'une dictature, avec des gouvernants qui s'emparent actuellement de tous les pouvoirs, y compris la justice et les organes électoraux», craint la responsable de l'ONG.

A l'école du leadership féminin

«Le Pérou se vante d'exporter 87% de la laine d'alpaca au niveau mondial, mais n'apporte aucune contribution à ses principales productrices alors que la plupart vivent dans l'extrême pauvreté», explique la spécialiste. Depuis cinq ans, son organisation a entrepris de nombreuses activités pour renforcer l'autonomie des femmes, favoriser leur incidence politique dans la région et contribuer à leur reconnaissance dans la gestion durable des ressources naturelles.

Cela passe en particulier par la formation. Descosur a mis en place une «école de leadership» pour ces femmes autochtones marginalisées et souvent soumises à la violence patriarcale. «Il s'agit non seulement d'élargir leurs connaissances et de renforcer leur capacité de diriger, mais aussi d'étendre leurs aptitudes sociales. Elles prennent conscience de leur propre reconnaissance de leurs savoir-faire dans la gestion de

toute la chaîne productive des camélidés.»

Depuis quelques années, plus de 200 femmes ont fréquenté les bancs de cette école. Avec des résultats tangibles: «Les femmes assument de plus en plus de nouvelles responsabilités, sans pour autant rien enlever aux hommes», se réjouit Alejandro Mackinnon, secrétaire général chez emp/ACT.

Grâce à leurs actions, les éleveuses sont de plus en plus reconnues comme des interlocutrices par les autorités. Elles sont désormais autorisées à vendre elles-mêmes leurs alpacas, alors que seuls les hommes – leurs pères, leurs maris ou même leurs fils – l'étaient jusqu' alors. L'une d'entre elles a même été élue récemment au sein du comité de gestion de la Réserve naturelle de Salinas et Aguada Blanca. Une première pour une femme.

Les textes commencent aussi à changer. «Les instruments de gestion de l'Autorité nationale de l'eau incluent enfin la parti-



«Les firmes ne font rien pour préserver l'eau, dont elles sont les principales consommatrices.»

Delmy Poma Bonifaz

icipation des femmes et l'attention différenciée qui doit leur être portée lors des projets», explique Delmy Bonifaz. Au final, l'objectif de leur permettre d'être écoutées et d'avoir l'opportunité de participer pleinement aux décisions politiques se rapproche. «Ce qui me réjouit le plus est de voir leur autoestime monter en flèche, d'observer qu'elles croient désormais en leur propre valeur», sourit-elle.

Les usagers paient désormais

Coolisée à d'autres organisations péruviennes, Descosur a aussi convaincu l'entreprise semi-publique de gestion de l'eau d'Arequipa, Sedapar, de contribuer à la «collecte» de l'eau en altitude. La construction de nouveaux réservoirs est désormais financée par une taxe «pour service écosystémiques» versée par les foyers consommateurs d'eau. «Cela vient d'être mis en place en 2022. L'année passée, l'équivalent de 350 000 francs ont été réunis et

permettront de creuser 17 bassins et lagunes d'altitude», précise Delmy Bonifaz.

Reste, désormais, à mettre le secteur privé à contribution: «Tout cette eau sert à l'agriculture, à l'industrie et aux mines, mais aucun de ces secteurs ne contribue à son maintien.» La mine Cerro verde, la plus grande exploitation de cuivre dans la région, et Coca-Cola, qui dispose d'une fabrique à Arequipa, sont pointées du doigt: «Les firmes ne versent pas un seul centime! Sans pression et sans exigence de la part de l'Etat, elles ne font rien pour préserver l'eau, dont elles sont les principales consommatrices», déplore la biologiste.

Politiques publiques décevantes

Le changement d'attitude des pouvoirs publics et les nouvelles règles ont été rendus possibles grâce à long travail de sensibilisation mené en amont par l'ONG auprès des citoyens et des autorités. De nombreux

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

Un gazoduc menaçant autorisé

Australie ▶ Des Aborigènes australiens ont perdu hier une bataille judiciaire pour empêcher la construction d'un gazoduc sous-marin qui menaçait selon eux d'importants sites patrimoniaux. La Cour fédérale de l'Australie a donné gain de cause à la compagnie Santos.

Celle-ci développe ce projet au large de la côte nord du pays, afin d'envoyer du gaz en provenance de puits sous-marins vers des usines de traitement situées à terre.

Simon Munkara, propriétaire des îles Tiwi, un archipel peu peuplé, situé à environ 80 kilomètres au large de la côte de Darwin, dans le nord de l'Australie et près duquel doit passer le futur gazoduc, avait obtenu d'un tribunal une injonction temporaire ayant permis d'interrompre la réalisation du projet.

Les Aborigènes australiens représentent environ 90% des 2000 habitants de ces îles, connues pour leur art, leur langue et leur passion pour le football australien. **ATS/AFP**

Bernardo Arévalo investi au forceps

Guatemala ▶ Le social-démocrate Bernardo Arévalo, élu en août sur la promesse de combattre la corruption, a été investi dans la nuit de dimanche à lundi nouveau président du Guatemala. Cela après des mois d'incertitude et des tensions jusqu'à la dernière minute.

La cérémonie s'est tenue avec plus de neuf heures de retard en raison de longs débats menés au parlement. Les députés alliés du président sortant, Alejandro Giammatti, ont d'abord obtenu que les 23 députés du parti Semilla de M. Arévalo soient enregistrés comme in-

dépendants, le parquet ayant suspendu temporairement Semilla pour des fraudes présumées lors de sa création en 2017.

«Ils tentent de violer la démocratie avec des broutilles et des abus de pouvoir», avait dénoncé M. Arévalo sur le réseau social X. «Les députés ont la responsabilité de respecter la volonté du peuple exprimée dans les urnes», avait-il ajouté. Bernardo Arévalo n'a eu de cesse de dénoncer un «lent coup d'Etat» pour contrecarrer le résultat des urnes.

Un communiqué commun des délégations des pays présents à l'investiture

ont même appelé «le parlement à se conformer à son mandat constitutionnel pour remettre le pouvoir comme l'exige la Constitution». «Le peuple guatémalteque a exprimé sa volonté démocratique lors d'élections justes, libres et transparentes, approuvées par la communauté internationale à travers ses missions d'observation électorale. Cette volonté doit être respectée», indique le texte signé par l'Union européenne, l'Organisation des Etats américains (OEA) et plusieurs gouvernements latino-américains. **ATS/AFP**